

# DEC 25/2017

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

QUINZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION ORDINAIRE DE 2017-2018

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 16 octobre 2017

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 16 octobre 2017

## **TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

**Proposition de virement de crédits n° DEC 25/2017 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2017**

**E 12433**





Conseil de  
l'Union européenne

**Bruxelles, le 4 octobre 2017  
(OR. en)**

**12884/17**

**FIN 599**

#### **NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	Monsieur Günther OETTINGER, membre de la Commission européenne
Date de réception:	4 octobre 2017
Destinataire:	Monsieur Märt KIVINE, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 25/2017 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2017

---

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 25/2017.

p.j.: DEC 25/2017



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 04/10/2017

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2017  
SECTION III - COMMISSION TITRES: 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 25/2017

---

**ORIGINE DES CRÉDITS**

**DU CHAPITRE** - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence	CE	-15 000 000,00
---	----	----------------

**DESTINATION DES CRÉDITS**

**AU CHAPITRE** - 2302 Aide humanitaire, aide alimentaire et préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins	CE	15 000 000,00
---	----	---------------

## I. PRÉLÈVEMENT

### I.1

#### a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

#### b) Données chiffrées à la date du 03/10/2017

	<b>CE</b>
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	315 000 000,00
2 Virements	-218 094 634,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1+2)	96 905 366,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>96 905 366,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>81 905 366,00</b>
<b>7 Prélèvement proposé</b>	<b>15 000 000,00</b>
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	4,76 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	<b>CE</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 03/10/2017	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

#### d) Justification détaillée du virement

Conformément à l'article 9 du règlement fixant le cadre financier pluriannuel, la réserve pour aides d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins d'aide spécifiques de pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi pour la gestion civile d'une crise et la protection civile, et pour des situations dans lesquelles les flux migratoires exercent une pression particulière aux frontières extérieures de l'Union lorsque les circonstances l'exigent.

## **II. RENFORCEMENT**

### **II.1**

#### **a) Intitulé de la ligne**

**23 02 01 - Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins**

#### **b) Données chiffrées à la date du 03/10/2017**

	<b>CE</b>
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	893 100 000,00
2 Virements	220 394 634,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1+2)	1 113 494 634,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	1 078 894 634,00
<b>5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>34 600 000,00</b>
<b>6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>49 600 000,00</b>
<b>7 Renforcement proposé</b>	<b>15 000 000,00</b>
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	1,68 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26, par. 1, pt. b), du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

#### **c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)**

	<b>CE</b>
1 Crédits disponibles en début d'année	484 791,50
2 Crédits disponibles à la date du 03/10/2017	154 791,50
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	68,07 %

#### **d) Justification détaillée du virement**

En Éthiopie, l'insécurité alimentaire dont est victime la population se développe rapidement et pourrait atteindre un niveau extrême si une aide supplémentaire n'est pas fournie, notamment dans la région Somali, où des enfants et des femmes sont déjà au bord de la famine.

Cette détérioration brutale est due à la multiplication des crises et au manque de financements destinés à répondre pleinement aux besoins humanitaires. Une sécheresse prolongée a provoqué d'importantes pertes dans le secteur de l'élevage (chiffrées à environ 2 millions), ce qui a fortement réduit l'accès des ménages à l'alimentation et a entraîné le déplacement de près de 400 000 personnes. Cette situation est exacerbée par une grave épidémie de choléra (plus de 700 000 cas).

En outre, l'Éthiopie est le deuxième pays d'accueil en Afrique en termes de nombre de réfugiés, soit plus de 847 200 personnes ayant fui le conflit au Soudan du Sud.

Une aide supplémentaire de l'UE, d'un montant de 15 millions d'EUR en crédits d'engagement, est nécessaire pour renforcer la réponse humanitaire par le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence, l'approvisionnement en eau et la mise à disposition de moyens de subsistance (en particulier du bétail), l'accent étant mis sur les transferts d'espèces. Les questions relatives à la protection seront abordées globalement, de même que les besoins humanitaires pressants des réfugiés sud-soudanais en Éthiopie.

L'ampleur des besoins recensés dépasse les montants actuellement disponibles dans le cadre de l'instrument d'aide humanitaire.

Au 22 septembre, le taux d'exécution global des crédits inscrits au chapitre 23 02 (Aide humanitaire) s'établissait à 96 % pour les engagements et à 67 % pour les paiements. Le solde actuel de la réserve opérationnelle, soit 14,9 millions d'EUR, après prise en compte de toutes les actions prévues, est déjà inférieur à son niveau normal pour cette période de l'année et doit être préservé pour faire face aux crises et aux catastrophes naturelles jusqu'à la fin de l'exercice.

La Commission a également examiné les possibilités de redéploiement à partir d'autres domaines politiques relevant de la rubrique 4, mais n'a pas pu trouver de solution.

Par conséquent, elle sollicite la mobilisation de la réserve d'aide d'urgence à hauteur de 15 millions d'EUR en crédits d'engagement pour répondre à la crise décrite ci-dessus. Les besoins correspondants en crédits de paiement seront couverts au moyen de ressources existantes au sein du budget de l'aide humanitaire.

(Pour de plus amples informations, voir l'annexe 1).

## ANNEX 1

### Ethiopia

2016	
<b>Total amount committed in previous year (including European Development Fund (EDF))</b> (Total amount of the Horn of Africa funding: EUR 257,5 million)	<b>EUR 168,3 million</b>
2017	
Amount committed through the current year's initial Humanitarian Implementation Plan (HIP) (Total amount of initial Horn of Africa HIP : EUR 67,25 million)	<b>EUR 27,5 million</b>
Additional funds committed from the: -	
- Emergency Aid Reserve	EUR 35 million
- EDF	EUR 14 million
Total amount from the EU Budget	EUR 62,5 million
<b>Total amount for the crisis (EU budget +EDF)</b> (Total amount of Horn of Africa funding : EUR 285 million)	<b>EUR 76,5 million</b>
Other EU funding (11 EDF 2014-2020)	EUR 745 million
Other donors (source: Financial Tracking service (FTS) as of 18/09/2017)	USD 301 million
Additional needs	
Total needs	EUR 15 million

Timing
The funds should be available as soon as possible

Why the additional funding is needed?
<p>Ethiopia is facing an alarming deterioration of the food security situation. However the international community has so far largely neglected it, as efforts have been focused mostly on the "4 Famines" (Nigeria, South Sudan, Somalia and Yemen). The nutrition situation of the population is deteriorating rapidly and could reach extreme levels, if additional assistance is not provided, in particular in the Somali region where children and women are already at the brink of famine.</p> <p>This sharp deterioration is due to the multiplication of crises and the lack of funding to fully address the humanitarian needs. A prolonged drought caused significant losses of livestock (around 2 million) which has dramatically reduced households' access to food and caused the displacement of around 400 000 people. The situation is exacerbated by serious cholera outbreak, with over 700 000 cases.</p> <p>The situation, if not addressed, will lead to increased mortality among the most vulnerable, notably the children. It is expected that 3,9 million children and pregnant and lactating women will suffer from acute malnutrition, including 376 000 children suffering from severe</p>



acute malnutrition. Médecins sans Frontières (MSF) reports a 10-fold increase of severe acute malnourished children in the first half of this year compared to the entire last year. Tens of children are dying from severe acute malnutrition. The situation is the most critical in the last 10 years (in particular in the Somali region), with many more children at risk of dying.

The number of people in need of emergency food assistance increased from 5,6 million to 8,5 million<sup>1</sup>. Additional 4 million people previously targeted under the government-led food programme (which ended in July 2017) will also need internationally provided food assistance.

Because of the lack of funding, the World Food Programme (WFP), the lead agency in charge of providing food assistance, is not able to respond adequately. It had to reduce the number of food distribution rounds until the end of 2017, leaving several million people without appropriate food supply. The distributions led by the government have been stopped and it is not known whether and when they will be resumed.

In addition, Ethiopia is hosting the second largest number of refugees in Africa - over 847 200 people fleeing the conflict in South Sudan, who continue to arrive in huge numbers (over 30 000 new arrivals per week). This new sudden influx is overwhelming the country's capacities to accommodate them. The refugees receive very limited support due to severe underfunding (only 20% of the needs are currently covered). Food rations are being cut, malnutrition rates in all refugee camps are above the emergency thresholds and tensions among refugees and between refugees and host communities are increasing as a result of the lack of food and resources.

Another aggravating factor is the fall Armyworm infestation which continues to destroy crops across six regions in Ethiopia, spreading at an alarming rate and putting at risk over 2,5 million hectares of land. The worm has already affected more than 23% of all maize fields in the country mainly cultivated by poor and very poor households. The grain loss could seriously impact the food security situation of households and the national grain reserve, as well as grain exports.

The Government of Ethiopia does not have the capacity to respond alone to multifaceted humanitarian crises of such a scale. While in 2016 savings from oil revenues allowed it to contribute significantly to the response to El Niño-induced drought, this year additional support from the international community, which in turn is much reduced compared to last year, is critically needed.

Without urgent additional funding, mortality rates among the populations affected by drought and the refugees - in particular children - will increase.

#### **What will it be used for?**

These funds will contribute to addressing emergency lifesaving needs. It will allow scaling up the humanitarian response in view of the severe deterioration in food security, preventing the crisis from becoming a catastrophe, by protecting assets and livelihoods and stepping up immediate and unhindered humanitarian assistance. This would take the form of treatment against severe acute malnutrition of children under 5 years old, emergency food assistance, water supply and livelihood protection (especially livestock), with a strong focus on cash transfers. Protection issues will be mainstreamed across the board.

The additional funding will also address acute humanitarian needs of the South Sudanese

<sup>1</sup> Revised Humanitarian Requirement Document (August 2017)

refugees in Ethiopia.

## ANNEX 2

### COMMISSION TRANSFER PROPOSALS RELATED TO THE EMERGENCY AID RESERVE IN 2017

The table below shows the transfer proposals transmitted to the Budgetary Authority to date during 2017 which relate to the Emergency Aid Reserve (EAR), and the remaining amount of the EAR reserve following the approval of these proposals.

Transfer Ref	Content	Commitment Appropriations from 2017 Reserve (EUR)	Commitment Appropriations from Reserve carried-over (EUR)	Payment Appropriations from 2017 Reserve (EUR)
DEC 03	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Lake Chad		50.000.000	17.258.000
DEC 04	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for the Horn of Africa	16.394.634	48.605.366	50.000.000
DEC 05	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Yemen	20.000.000		16.000.000
DEC 15	Mobilisation of the EAR for humanitarian aid for the Horn of Africa	87.700.000		59.500.000
DEC 16	Mobilisation of the EAR for humanitarian aid for Iraq	30.000.000		23.000.000
DEC 17	Mobilisation of the EAR for humanitarian aid for Syria	64.000.000		50.000.000
DEC 21	Reinforcement to CFSP	18.000.000		
DEC 25	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Ethiopia	15.000.000		
DEC 26	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Yemen	25.000.000		
	<b>Total of Proposals</b>	276.094.634	98.605.366	215.758.000
	<b>Remainder</b>	38.905.366	0	99.242.000
	<b>Total remainder of commitment appropriations</b>	38.905.366		